

## Pour une politique linguistique de l'UE inclusive, équitable et efficace.

<https://lernu.net/de/forumo/temo/25030/2> ---

Après le Brexit, l'anglais est devenu la langue nationale de seulement 1 % des citoyens de l'UE - Irlande et Malte -. Or, selon des statistiques récentes, plus de 70 % des documents de la Commission, du Conseil ou même du Parlement sont produits en anglais et de moins en moins dans les deux autres langues procédurales de l'UE, le français et l'allemand.

Certes, officiellement, l'UE a 24 langues de travail qui sont des langues nationales dans les 27 pays. Mais en pratique la plupart des documents ne sont pas traduits, ce qui entretient la défiance d'un nombre croissant de citoyens de l'UE. On peut parler d'une néo-colonisation institutionnelle, régulatoire et financière par l'anglais qui donne à des acteurs très puissants, extérieurs à l'Union et concurrents, un avantage décisif d'influence au cœur de nos institutions et depuis trop longtemps activé au détriment des intérêts des citoyens européens.

Leur exclusion par la dérive croissante vers le tout-à-l'anglais risque de mener à des crises de plus en plus graves et à l'éclatement de l'UE. L'anglais ne peut demeurer la langue quasi-unique des institutions de l'UE. Peut-on faire autrement ?

### ***De nouveaux outils sont à utiliser.***

Compte tenu des progrès rapides de la traduction automatique et de l'importance des enjeux, la traduction au moins dans les deux autres langues procédurales de l'UE doit être la plus importante possible. Elle doit être aussi effectuée dans les langues demandées par d'autres pays.

Le français a été la langue commune de l'Europe au 18ème et au 19ème siècles. Il est la deuxième langue de travail de l'ONU, la langue de travail principale de la CEE et des débuts de l'UE, la langue de travail de la Cour de Justice de l'UE, une très grande langue diplomatique du fait de sa précision et de sa clarté.

C'est aussi en Europe la plus parlée des langues romanes qui, prises ensemble, sont les langues nationales d'une majorité relative de 46 % des citoyens de l'UE. Elle devrait être systématiquement promue par les gouvernements français, comme ce fut le cas jusqu'aux présidences de Mitterrand et de Chirac.

L'UE peut-elle espérer avoir une langue commune parlée par la grande majorité de ses citoyens ? Selon les données Eurobaromètre de 2012 rapportées par François Grin, 7 % de ceux qui savent l'anglais comme langue étrangère le savent « très bien », et 17 % le savent « bien ».

Mais 64 % des Européens de l'UE non anglophones de naissance ne savent pas du tout l'anglais et 12 % n'ont que des bases et ceci malgré 50 ans d'enseignement généralisé. C'est un constat d'échec. L'anglais est une langue nationale inéquitable et difficile comportant un très grand nombre d'irrégularités.

La langue internationale auxiliaire « l'espéranto est au moins huit fois plus facile que n'importe quelle autre langue », écrivait en 1922, dans un rapport de la Société des Nations, son vice-secrétaire japonais Nitobe Inazo. En septembre de la même année, douze pays incluant la moitié de la population mondiale ont voté une résolution demandant son enseignement dans les écoles. Plus tard il est réprimé par les dictatures, puis largement occulté par l'hégémonie de l'anglo-américain après 1945.

Cependant [l'espéranto](https://lernu.net/fr) renaît au 21ème siècle avec l'essor d'Internet où il s'apprend gratuitement, par exemple <https://lernu.net/fr>, et avec le développement du polycentrisme multilingue, de l'UE et de l'urgence écologique. Ses racines sont le plus souvent d'origine européenne.

La [valeur propédeutique de l'espéranto](#) (Wikipedia) pour l'étude des autres langues est grande. Son coût est donc quasi nul. Cette langue commune équitable et facile constitue un liant entre Européens et avec l'humanité. Elle contribuera à faire de l'Europe un pôle autonome pacifique, créateur de solidarités écologique et sociale, économique et d'emplois.

## ***L'Etat de Savoie portera la Bannière de l'Espéranto sur le Bureau de l'ONU !***

***Kristian Arpin pour @Kuruchetra – le 19/01/2021***

Cette contribution apporte des éléments de réflexion clairs et directs à la problématique d'une solution démocratique à la question de la communication citoyenne au sein de l'Europe des 28, qui compte effectivement 24 langues de travail en théorie ! Or le parler "en Glish " quitte la scène via le Brexit !

Mais elle donne en conséquence une solution égale, en termes de gestion planétaire des ressources informationnelles, à savoir professionnelles comme personnelles, scientifiques comme culturelles, économiques comme associatives ! Et il se trouve que l'Asie y est favorablement disposée !

Il s'agit de l'ouverture quasi instantané à toutes les formes d'échange sous forme écrite & parlée, avec une précision et une qualité sémantique, qu'aucune autre langue dite naturelle n'est en mesure d'atteindre dans un système ouvert à vocation universel de plusieurs milliers de langues !

Que le contexte anthropologique néglige de se prêter à ce sacerdoce laïque est une évidence. C'est une situation classique de clans dominants dont la force violente, se déguise en légitimité. Il reste qu'en période de crise grave, comme c'est le cas désormais, les gens responsables se doivent d'agir !

Il se trouve que nulle voix officielle n'a sérieusement retenti depuis celle de Nitobe à la SDN en 1922. Même mes résolutions de l'Unesco de 1954 et 1983 ne peuvent rivaliser sur ce point. Cette affaire doit revenir sur le bureau l'ONU ; tout comme d'ailleurs celle de la "Restauration de la Savoie" !

Chez les espérantistes comme chez les Savoisiens, on ne croit guère à l'une comme à l'autre. Mais au final, il se pourrait bien que cela fasse finalement d'une pierre deux coups. Si la Savoie porte la Flamme de l'Espéranto dans son projet de Constitution, elle gagne en crédibilité pour de nombreuses Nations !

C'est simple à déduire, compte-tenu que son territoire annexé, colonisé & occupé, selon l'ONU et la CIJ ; ressort de la même idéologie qui voue à disparition une infinité de langues, dont la raison d'être ne se discute pas. Et sans langue commune neutre, l'arbre de la fatalité cachera longtemps la forêt de la vérité.

Le mépris peu subtil qui évite ce sujet est digne de nos fiers colons du XIX<sup>e</sup> conduits par des gens avides. Encore aujourd'hui cette empreinte psychique des "angloropéistes", ne veut rien concéder de l'ordre du partage symbolique, qui puisse dénouer des siècles d'histoire, dont la tragédie culmine dans l'horreur !

Toutes et tous ont la religion ou le droit humain à la bouche, mais si peu sont résolus à partager sa langue hors le confort du fort. Zamenhof a voulu nommer ce concept "homaranismo", l'idée d'un humani..terrien, en quelques sorte, même si toute traduction est aussi un peu une trahison, impossible à contenir !

Je réitère ma demande aux responsables des États de Savoie, au Gouvernement et aux Conseillers en Education, Diplomatie, Constitutionnalité, et autres champs économiques et culturels, de s'associer ouvertement à tous les Peuples de cette Planète en déclarant l'Espéranto langue officielle de la Savoie !

Ce n'est pas une figure de style, mais la racine de l'Esprit qui doit prévaloir pour se protéger des menées habituelles des prédateurs connus, et une assurance de servir d'exemple pour tout un ensemble de Pays qui n'ont toujours pas les conditions pour entrer immédiatement dans cette vaste perspective !

J'ajoute un élément essentiel, qui touche à l'épistémologie de l'espéranto, et dont la structure s'apparente à une vision scientifique au sens noble, de la conception créatrice du langage. Ce qui permet de se forger un esprit ouvert capable d'être en même temps dans l'analyse et la synthèse. Une force qui manque aux langues dites naturelles !

L'ONU et ses Organes, peinent également souvent à faire valoir les normes de Justice qui s'écrivent en coordination mondiale. Depuis des décennies, aucun Pays n'a vraiment démontré sa volonté de donner à cette langue internationale neutre, la chance qui lui a été ignoblement refusé à la SDN en 1922 !

Cette faute historique dont laquelle la France s'est fait la complice, ne peut rester éternellement dans l'ombre et doit être corrigée. Au lourd contentieux que la Savoie expose en relation avec ce Pays, et qui dure depuis 170 ans, vient donc s'ajouter la reprise en main de ce dossier inoubliable de la SDN !

Que dire de plus encore et encore ? Si ce n'est que le sort de ce monde ne se réglera pas sans une Coopération efficiente et réelle, sans faux-semblant, du genre le pistolet sur la table et l'argent en dessous...il nos faut vaincre les démons du "Monnaie-Théisme", et l'esperanto en porte la Bannière !